



**Maître Orlane Sommaggio**

*Master 2 Droit de l'Environnement  
et de l'Urbanisme*

**Avocate en droit public  
Barreau de Grenoble**

**Chargée d'Enseignement à  
l'Université de Droit de  
Grenoble**

*Formation Master  
Droit de l'urbanisme*

**Coordonnées**

1, place Firmin Gautier  
38000 GRENOBLE

Tél. : 07 82 23 68 12

Siret : 853 709 350 00021

os@sommaggio-avocat.fr

**Monsieur le Préfet de la région Pays de la Loire  
DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE,  
5 rue Françoise Giroud -  
CS 16326-  
44263 NANTES CEDEX 2**

Grenoble, le 23 avril 2024

**Par LRAR**

---

**RECOURS GRACIEUX**

---

**N/Réf. : 240101 TRYBA ENERGY / DREAL**

**Objet** : Arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement – Centrale photovoltaïque au sol au lieu-dit « les Rochers/le Pré-Rocher » sur la commune de Villaines-la-Juhel (53) (Pièce n°1)

Monsieur le Préfet,

Je suis le Conseil de la société SARL EPV34, représentée par Monsieur Thomas BRUNET-MANQUAT, chef de projet relatif à la construction d'une centrale photovoltaïque au sol.

Le projet se situe au lieu-dit « les Rochers/le Pré-Rocher » sur la commune de Villaines-la-Juhel (53) situé sur la parcelle n°D730.



Par arrêté portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement du 4 avril 2024, vous avez soumis le projet à étude d'impact.

Par la présente, la société SARL EPV34 entend démontrer que le projet n'est pas soumis à une étude d'impact.

## I- SUR L'ABSENCE D'INCIDENCE SUR LES HABITATS ET LES ESPECES PROTEGEES

### 1) SUR L'ABSENCE D'IMPACT PAR LE PASSAGE DES CABLES DE RACCORDEMENT DU PROJET

Votre arrêté oppose la nécessité d'une étude d'impact en raison du raccordement du projet jusqu'à l'usine Tryba Mayenne, qui pourrait potentiellement affecter certaines haies, entraînant ainsi leur coupe ou leur arrachage. Les haies sont susceptibles d'héberger de nombreuses espèces, notamment animales et que par conséquent le code de l'environnement interdisant de porter atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats il conviendrait notamment de demander une dérogation d'habitat d'espèces protégées.

Cependant, cette exigence semble être en contradiction avec l'engagement du projet à préserver les arbres et les haies bordant le site.

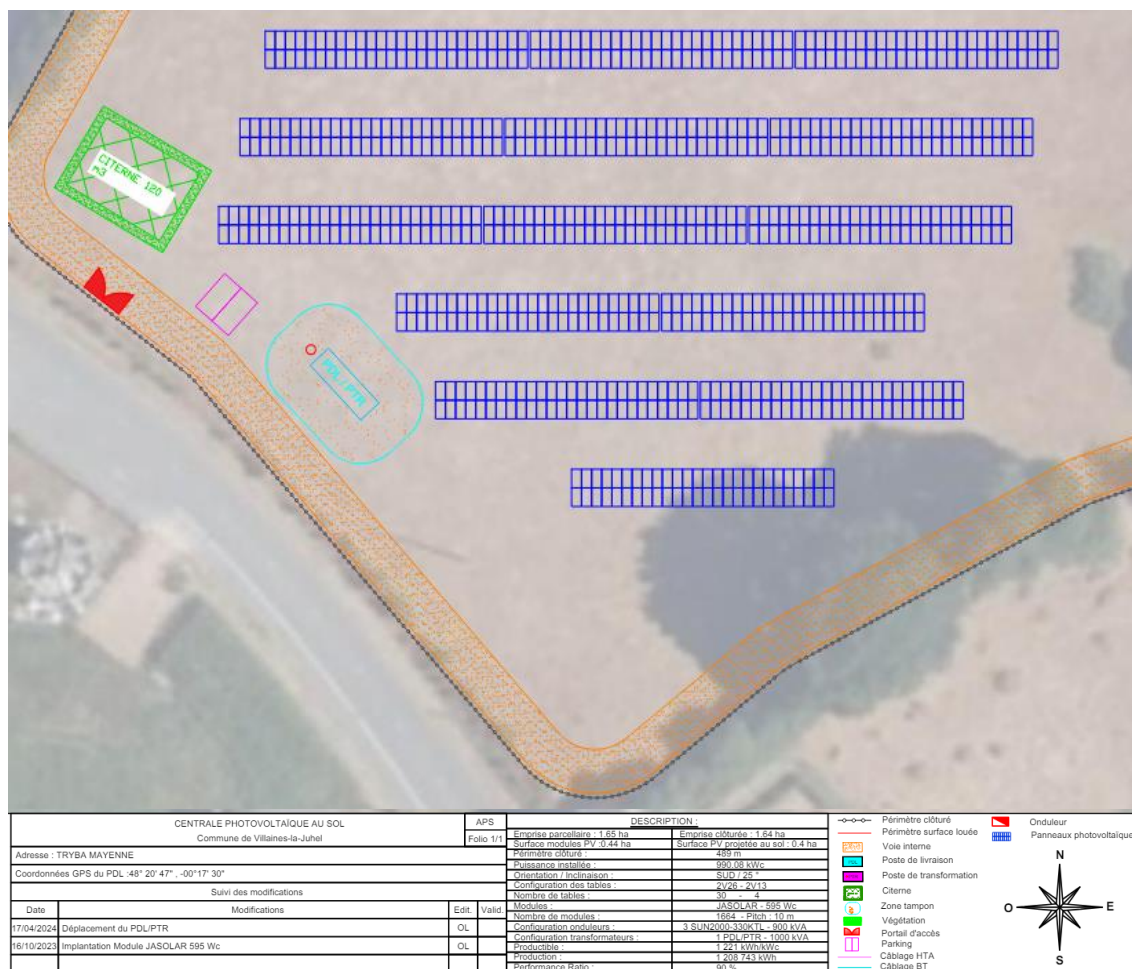
En l'espèce, le document "principe d'implantation" numéro 1 présente des différences par rapport à celui qui a été modifié pour refléter la décision d'arrêté refusant le projet.



Pièce n°2 : Document « principe d'implantation » n°1 (31/01/2024)



En outre, sur le plan d'implantation, la position du PDL a également changée dans la mesure où la société EPV34 le placera désormais en limite de propriété au sud pour n'avoir aucun impact sur les haies.



Pièce n°3 : Document « principe d'implantation » n°2 modifié (17/04/2024)

En conséquence, le projet a été adapté pour déplacer le poste PDL/PTR afin de préserver les haies. Aucune coupe ou arrachage ne sera donc nécessaire.

Concernant le raccordement au réseau HTA souterrain existant (indiqué en trait jaune ci-dessous), il nécessitera la pose de 40 mètres de câble 3x95mm<sup>2</sup> en aluminium entre l'emplacement provisoire du PDL et le réseau souterrain existant le plus proche.



*Insertion paysagère du PDL*

La photo permet de constater qu'aucun arbre ne sera impacté par l'implantation du PDL ni le tracé du raccordement.

Par ailleurs, le raccordement du projet au TGBT de l'usine TRYBA-MAYENNE se fera en réalisant une tranchée d'environ 180 mètres de long, à une profondeur maximale de 50 cm et une largeur de 30 cm. Cette tranchée suivra un parcours sur la parcelle au sud (dont la maîtrise foncière est acquise), comme indiqué sur la carte ci-jointe.





**Prise de vue du tracé de raccordement au TGBT :**



Le raccordement jusqu'à l'usine se fera donc sur une zone qui ne nécessite aucun arrachement ni coupe d'arbre.

Les photos ajoutées confirment qu'aucun arbre ne se trouve sur le trajet du raccordement.

De ce fait, aucun impact ne sera porté sur la faune et la flore de la parcelle.

**Il résulte de l'ensemble de ces motifs que votre arrêté est entaché d'illégalité.**

## **2) SUR L'ABSENCE D'IMPACT D'ESPECES PROTEGEES**

Votre arrêté oppose que le projet ne prendrait pas en compte les potentielles espèces protégées au titre de l'article L.411-1 du Code de l'environnement.

Pour rappel, l'article L.411-1 du Code de l'Environnement dispose que :

*« I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits :*

*1° La destruction ou l'enlèvement des oeufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ;*

*2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ;*

*3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ;*

*[...] »*

Par un avis du 9 décembre 2022, le Conseil d'Etat a précisé son interprétation sur les conditions de déclenchement de l'obligation de dépôt d'une demande de dérogation espèces protégées.

Il précise que :

*« 4. Le système de protection des espèces résultant des dispositions citées ci-dessus, qui concerne les espèces de mammifères terrestres et d'oiseaux figurant*

*sur les listes fixées par les arrêtés du 23 avril 2007 et du 29 octobre 2009, impose d'examiner si l'obtention d'une dérogation est nécessaire dès lors que des spécimens de l'espèce concernée sont présents dans la zone du projet, sans que l'applicabilité du régime de protection dépende, à ce stade, ni du nombre de ces spécimens, ni de l'état de conservation des espèces protégées présentes.*

*5. Le pétitionnaire doit obtenir une dérogation " espèces protégées " si le risque que le projet comporte pour les espèces protégées est suffisamment caractérisé. A ce titre, les mesures d'évitement et de réduction des atteintes portées aux espèces protégées proposées par le pétitionnaire doivent être prises en compte. Dans l'hypothèse où les mesures d'évitement et de réduction proposées présentent, sous le contrôle de l'administration, des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque pour les espèces au point qu'il apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé, il n'est pas nécessaire de solliciter une dérogation " espèces protégées ".*

*6. Pour déterminer, enfin, si une dérogation peut être accordée sur le fondement du 4° du I de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, il appartient à l'autorité administrative, sous le contrôle du juge, de porter une appréciation qui prenne en compte l'ensemble des aspects mentionnés au point 3, parmi lesquels figurent les atteintes que le projet est susceptible de porter aux espèces protégées, compte tenu, notamment, des mesures d'évitement, réduction et compensation proposées par le pétitionnaire, et de l'état de conservation des espèces concernées*  
»

*(Conseil d'Etat, avis, 9 décembre 2022, Association Sud-Artois pour la protection de l'environnement, n°463563)*

Aux termes de cet arrêt, une demande de dérogation doit être déposée par le pétitionnaire lorsque les deux conditions **cumulatives** suivantes sont réunies :

- l'espèce est présente dans la zone du projet
- le risque doit être « suffisamment caractérisé » en tenant en compte des mesures d'évitement et de réduction proposées par le pétitionnaire

S'agissant de la première condition, il est notable qu'aucune espèce protégée pas été détecté sur la zone d'emprise du projet.

Aucune espèce n'ont été répertoriée dans la zone du projet en raison de l'agriculture importante et de l'usine à proximité.

Le secteur n'est pas favorable à la présence de faune et de flore protégées, et il est très éloigné d'une zone Natura 2000.



## 7 Auto-évaluation (facultatif)

① Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le maître d'œuvre (EPV 34) estime que la réalisation d'une étude d'impact sur l'environnement n'est pas utile pour ce projet compte tenu de la nature dégradée des terrains, de leur état de friche ainsi que de l'absence de zonages pour la protection de la biodiversité.

Par ailleurs, ce projet ne présentera pas d'impact négatif sur le milieu humain et paysager (compte tenu des mesures de réduction proposées). Il permettra en revanche de renforcer la production d'énergie dé-carbonée sur la commune et de permettre à l'usine TRYBA-MAYENNE de gagner en autonomie énergétique tout en réduisant sa facture annuelle d'énergie.

Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone NATURA 2000 la plus proche est située à 4000 m à vol d'oiseau au nord. Aucun impact à présager.
---	--------------------------	-------------------------------------	---

### Pièce 4 : CERFA complément

Pour rappel, les espèces mentionnées ne sont pas considérées comme protégées, car elles ne bénéficient d'aucun statut de protection légal.

Par conséquent aucune démarche administrative ne peut être entreprise pour ces espèces puisqu'elles ne présentent aucun enjeu particulier.

Elles ne relèvent donc pas du champ d'application de l'article L.411-1 du Code de l'Environnement.

Par conséquent, la présence de l'espèce n'est pas avérée sur l'emprise du projet et une dérogation destruction d'espèce protégée n'était pas nécessaire.

A supposer même, si par extraordinaire, on considérerait qu'une espèce protégée serait présent sur l'emprise du projet, son risque de destruction n'est pas suffisamment caractérisé.

En effet, le projet ne prévoit la destruction d'aucun arbre ou haie bordant le site du projet. Le passage des câbles de raccordements n'impacte pas la végétation présente.

Des clôtures permettant le passage de la petite faune ont été mise en place par le projet comme développé ci-après.

Le CERFA mentionne très précisément les impacts très réduits sur le milieu naturel :

	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>La parcelle du projet ne fait pas l'objet d'une déclaration à la PAC, elle n'est donc pas rattachée à une exploitation agricole.</p> <p><input type="checkbox"/> Le milieu naturel présent est du type prairie permanente.</p> <p>La consommation d'espace naturel sera donc limitée à l'emprise des postes techniques, de la piste périphérique et à l'emprise des pieux des structures photovoltaïques pour moins de 2000 m<sup>2</sup></p>
--	--	-------------------------------------	--

Enfin, il convient de noter que les potentiels impacts sur la biodiversité ont été pris en compte tout au long de la conception, des travaux, de l'exploitation du projet et au démentiellement :

#### 4.3.1 Dans sa phase travaux

Les travaux pour la construction d'une centrale PV au sol de moins de 1 MWc durent environ 6 mois. Le début des travaux est prévu pour le T1 2025, aucun phasage de travaux n'est prévu car le site projet ne présente pas, à priori, d'enjeux de biodiversité.

- 1) Préparation du site : enlèvement de la végétation, nivellement du terrain, mise en place de la base vie.
  - 2) Installation des routes temporaires et de la clôture périphérique. (voir détail dans le mémoire technique)
  - 3) Installation des fondations en pieux battus. un pieux a une emprise au sol d'environ 10 cm<sup>2</sup>, l'emprise totale des pieux (192 pieux au total) sera de 192m<sup>2</sup> pour une surface projet de 16 400 m<sup>2</sup> soit un ratio de 1,16% de la ZIP.
  - 4) Montage des structures de support des panneaux photovoltaïques
  - 5) Installation des panneaux solaires sur les structures.
  - 6) Connexion des câbles entre les panneaux pour les mettre en série
  - 7) Installation des onduleurs et des transformateurs
  - 8) connexion des câbles électriques entre les séries de panneaux, les onduleurs et le transformateur en souterrain grâce a des tranchées réalisées à 50 cm de profondeur maximum.
  - 9) Construction des infrastructures de soutien comme la piste périphérique pour la sécurité incendie, les places de parking et la citerne incendie. (voir détail dans le mémoire technique)
  - 10) Réalisation des travaux d'insertion paysagère, préservation et renforcement des haies existantes en bordure du terrain pour garantir une visibilité directe limitée sur le projet.
- => La ZIP est déjà complètement entourée de haies ou de linéaires d'arbres qui seront conservés (les tables PV sont implantées de sorte à éviter les ombres portées) / renforcé le long de la RD219 (là où elles sont moins denses)

#### **4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement**

L'exploitation de la centrale se fera principalement à distance via le bureau de contrôle de Tryba-Energy situé à Mertzwiller en Alsace. La durée d'exploitation de la centrale est de 30 ans qui peuvent être renouvelés si accord de l'exploitant et du propriétaire des parcelles d'implantation.

Les interventions sur site se limiteront à environ 1 intervention de maintenance préventive par an pour le nettoyage des panneaux.

Des interventions supplémentaires de maintenance curative peuvent intervenir en cas de défaillance de matériel (remplacement de panneaux, d'onduleur...).

L'entretien de la végétation se fera au moyen soit d'un pâturage d'ovin si des agriculteurs locaux sont intéressés soit par entretien mécanique assuré par les partenaires de Tryba-Energy. Dans tous les cas, aucun entretien chimique de la zone projet ne sera pratiqué.

L'installation étant par nature complètement réversible, le démantèlement de la centrale rendra le terrain à son état actuel. L'ensemble des composants de la centrale seront revalorisés via des filières de recyclage spécialisés qui ont été financées par les taxes sur la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) mis en place dans le code de l'environnement (Article L541-10 et suivants) par la loi sur l'économie circulaire du 10 février 2020.

Ainsi, les modules photovoltaïques sont pris en charge pour leur recyclage par l'éco-organisme SOREN qui dispose des infrastructures pour traiter l'ensemble des panneaux photovoltaïques installés en France.

**Par conséquent, même si l'espèce était présente sur l'emprise du projet, le risque de préjudice à la conservation de l'espèce n'est pas suffisamment caractérisé, notamment en raison des mesures d'évitement et de réduction qui ont été proposées par la EPV34. Ainsi, une demande de dérogation de destruction d'espèces protégées n'est pas nécessaire.**

**Il résulte de l'ensemble de ces motifs que votre arrêté est entaché d'illégalité.**

### **3) SUR LA PRESENCE DE CLOTURES PERMETTANT LE PASSAGE DE LA PETITE FAUNE**

Votre arrêté oppose que les clôtures projet ne permettrait pas le passage de la petite faune.

Dans ce contexte, une clôture grillagée d'une hauteur de 2 mètres sera installée autour du site pour délimiter la centrale photovoltaïque des parcelles environnantes. Cette clôture est essentielle pour prévenir toute intrusion dans l'enceinte, notamment pour des raisons de sécurité et de protection contre les vols et les dommages.

De plus, afin de garantir la préservation des continuités écologiques, la clôture sera équipée tous les 50 mètres de dispositifs de passage pour la petite et moyenne faune, sous forme de trappes de 15x15 cm.





Image illustrant une trappe pour la moyenne faune

Également, l'accès principal, situé au sud-ouest le long de la D213, sera équipé d'un portail d'entrée de 5 mètres de large. De plus, un second portail sera installé au nord-ouest, à l'extrémité du chemin d'accès dédié depuis la D213. Ces portails seront suffisamment larges pour permettre le passage de la faune, garantissant ainsi la connectivité écologique nécessaire à travers le site.



Figure 4 : exemple de clôture mise en place



Figure 3 : exemple de portail d'accès

**Il résulte de l'ensemble de ces motifs que votre arrêté est entaché d'illégalité.**

## **II - SUR L'ABSENCE D'UNE ZONE HUMIDE SUR LA PARCELLE**

---

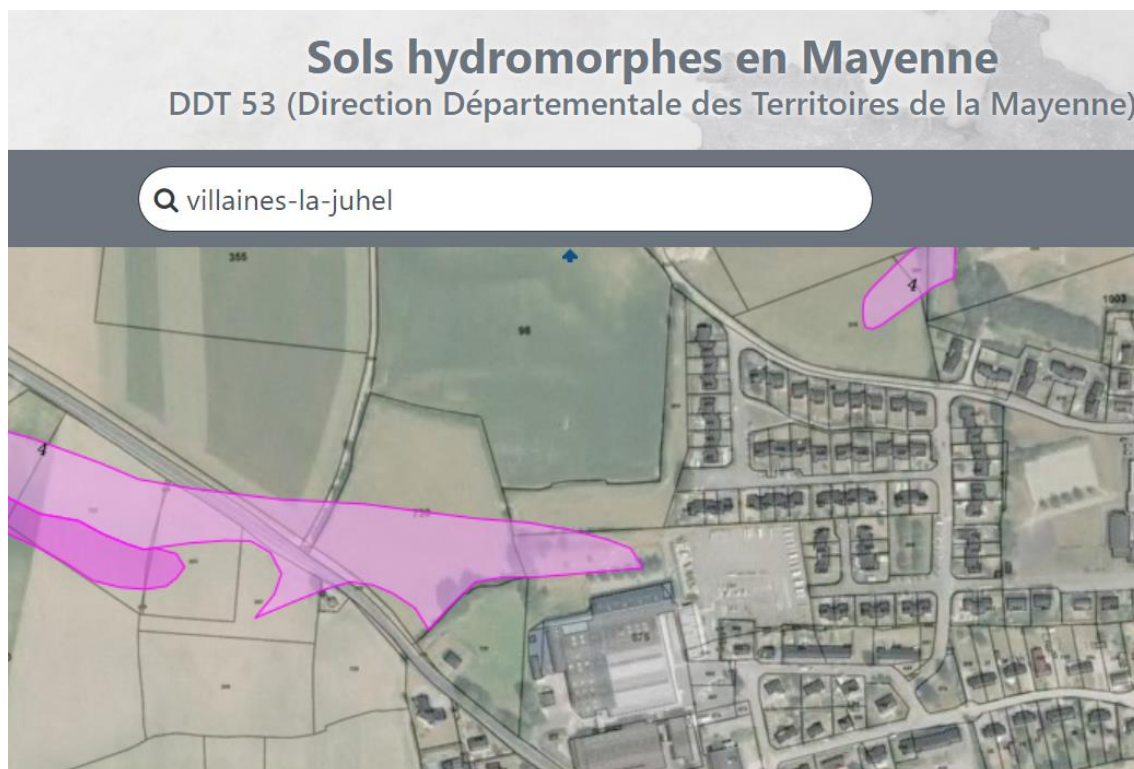
Votre arrêté énonce qu'il y aurait une présomption de zone humide, basée sur le fait que la parcelle où le projet est implanté serait traversée par des zones humides (hydromorphie de classe 4), selon la carte pédologique du département de la Mayenne.

L'article L. 211-1 du Code de l'environnement définit une zone humide comme :

*« I.-Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :*




*1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ; »*

La carte de la Mayenne laisse apparaître sur la parcelle qu'elle se situerait en zone 4 hydromorphie.



## Légende

### Sols hydromorphes

-  hydromor = 6
-  hydromor = 5
-  hydromor = 4

Les services de l'Etat ont diffusé une Note technique du 26 juin 2017 relative à la caractérisation des zones humides.

La note technique rappelle la définition d'une zone humide comme :

*« Les zones humides sont des milieux diversifiés et au fonctionnement écologique complexe, ce d'autant plus qu'ils peuvent avoir été modifiés ou dégradés par des activités anthropiques. Ces zones font l'objet d'engagements internationaux de préservation, de restauration et de gestion de manière durable dans le cadre de la convention de RAMSAR, et d'obligations communautaires de protection et de rapportage dans le cadre de la directive sur les habitats d'intérêt communautaire (sites Natura 2000 notamment). La présente note précise l'application des dispositions de l'article L. 211-1 §1/1° du code de l'environnement, telles que celles-ci ont été récemment interprétées par le Conseil d'État. Aux termes de l'article L. 211-1 §1/1° du code de l'environnement, « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ; » »*

Puis la note rappelle que l'arrêté du 24 juin 2008 définissait une zone comme humide si elle présentait l'un seulement de ces deux critères (sol ou végétation)... alors que le Conseil d'État a exigé (22 février 2017, n° 386325) la réunion de ces deux critères :

*« qu'une zone humide ne peut être caractérisée, lorsque de la végétation y existe, que par la présence simultanée de sols habituellement inondés ou gorgés d'eau et, pendant au moins une partie de l'année, de plantes hygrophiles. »*

Il considère en conséquence que les deux critères pédologique et botanique sont, en présence de végétation, « cumulatifs, (...) contrairement d'ailleurs à ce que



*retient l'arrêté (interministériel) du 24 juin 2008 précisant les critères de définition des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement. »*

La notion de « végétation » visée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement doit être précisée selon la note technique qui pose que :

*« celle-ci ne peut, d'un point de vue écologique, que correspondre à la végétation botanique, c'est-à-dire à la végétation « spontanée ». En effet, pour jouer un rôle d'indicateur de zone humide, il apparaît nécessaire que la végétation soit attachée naturellement aux conditions du sol, et exprime – encore – les conditions écologiques du milieu (malgré les activités ou aménagements qu'elle subit ou a subis) : c'est par exemple le cas des jachères hors celles entrant dans une rotation, des landes, des friches, des boisements naturels, même éventuellement régénérés dès lors que ceux-ci sont peu exploités ou n'ont pas été exploités depuis suffisamment longtemps.*

*Ne saurait, au contraire, constituer un critère de caractérisation d'une zone humide, une végétation « non spontanée », puisque résultant notamment d'une action anthropique (par exemple, végétation présente sur des parcelles labourées, plantées, cultivées, coupées ou encore amendées, etc.). »*

Ainsi la note présente deux hypothèses :

*« Cas 1 : En présence d'une végétation spontanée, une zone humide est caractérisée, conformément aux dispositions législative et réglementaire interprétées par l'arrêt précité du Conseil d'État, à la fois si les sols présentent les caractéristiques de telles zones (habituellement inondés ou gorgés d'eau), et si sont présentes, pendant au moins une partie de l'année, des plantes hygrophiles. Il convient, pour vérifier si ce double critère est rempli, de se référer aux caractères et méthodes réglementaires mentionnés aux annexes I et II de l'arrêté du 24 juin 2008.*

*Cas 2 : En l'absence de végétation, liée à des conditions naturelles (par exemple : certaines vasières, etc.) ou anthropiques (par exemple : parcelles labourées, etc.), ou en présence d'une végétation dite « non spontanée », une zone humide est caractérisée par le seul critère pédologique, selon les caractères et méthodes réglementaires mentionnés à l'annexe I de l'arrêté du 24 juin 2008 »*

En l'espèce, la parcelle n'a pas été cultivée et correspond au cas 1 d'une végétation spontanée, où les deux critères pédologique et botanique doivent être réunis pour considérer qu'il s'agit d'une zone humide.

L'étude réalisée par Hydratop a conclu que, sur les critères pédologiques et botaniques, ce terrain n'est pas classé en zone humide. Pièce n°5

**Conclusion** : La zone prospectée repose uniformément sur des BRUNISOL ou BRUNI-REDOXISOL.

Les argiles lourde superficielles déterminent un socle très peu perméable en plus de la présence d'altérites en profondeur. Sur ce terrain, nous pouvons donc noter la présence de traces hydromorphes. Néanmoins l'apparition de ces marqueurs en profondeur ne permettent pas de considérer ces sols comme humide.

En référence au tableau du GEPPA, ces terrains appartiennent à la classe « Ia » à « IIb » des zones humides.

## **8.2 Caractérisation botanique des zones humides**

La caractérisation par la morphologie des sols a été confortée par l'observation des habitats végétaux aux emplacements des sondages et aux alentours.

L'identification des végétaux hygrophiles a été réalisée en même temps que les sondages pédologiques, le 03/04/2024 (période non favorable).

Le secteur d'étude peut être considéré intégralement comme une prairie de pâturage (E2.11 Pâturages ininterrompus). On retrouve principalement comme flore : Ivraie vicace (*Perennial ryegrass*) ; Renoncule acre (*Ranunculus acris*).

Des ronciers (F3.131 Ronciers) sont aussi présent au centre de la parcelle et la parcelle est ceinturée de haies arbustives (FA.3 Haie d'espèces indigènes riches en espèces).

Aucun de ces habitats n'est considéré comme « humide » au sens de l'annexe II table B de l'arrêté du 24 Juin 2008.

Ainsi, d'après la caractérisation botanique, le site d'étude ne peut être considéré comme humide.

Au surplus la note technique précise bien que :

*« A l'exception des inventaires préfectoraux réalisés sur le fondement de l'article L. 214-7 du code de l'environnement, les inventaires de zones humides préexistants réalisés sur le fondement du code de l'environnement constituent de simples « porter à connaissance » et valent uniquement présomption d'existence de zones humides. Ces inventaires, lorsqu'ils existent, peuvent donc être cités en complément des constatations matérielles opérées sur le terrain, mais ils ne peuvent être suffisants par eux-mêmes, d'autant qu'ils sont assis sur des méthodologies diverses et variées. Les zones humides identifiées dans les documents de planification « eau » (SAGE, SDAGE) ou d'urbanisme (SCOT, SRADDET) font partie de ces inventaires informatifs. »*

Les zones humides identifiées dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont considérées comme un porter à connaissance, impliquant une présomption d'existence d'une zone humide en vertu de l'arrêté de 2008 modifié. Cependant, la confirmation et la délimitation précise de la zone

humide, conformément à l'arrêté de 2008 modifié, requièrent une analyse sur le terrain des critères pédologiques et floristiques.

Étant donné les différences d'échelles et de méthodologies utilisées, ces éléments ne peuvent être directement opposés au projet. Ainsi, la carte pédologique du département de la Mayenne ne constitue qu'un inventaire informatif, offrant seulement une présomption simple sur la nature de la parcelle, mais pouvant être remis en question par une étude pédologique réalisée par la société TRYBA.

Par conséquent, des relevés pédologiques ou de végétation sont nécessaires pour vérifier si la zone est effectivement une zone humide ou non.

En conclusion, l'étude menée confirme que la parcelle en question n'est pas une zone humide.

**Il résulte de l'ensemble de ces motifs que votre arrêté est entaché d'illégalité.**

### **III - SUR L'ABSENCE DE RISQUE D'EBLOUISSEMENT**

---

Votre arrêté énonce que le projet est susceptible d'être une source d'éblouissement pour les usagers de la route, de jour comme de nuit, au retard de la proximité et de l'orientation des tables par rapport à la route.

Sur ce point, le Tribunal administratif a pu considérer dans un arrêt très récent que :

*« 23. Le préfet de l'Aude a également refusé le permis de construire sollicité par la SAS Soleia 55, sur le fondement des dispositions de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme, au motif que le projet, qui comporte un risque d'éblouissement des usagers de la RD 535 et est doté d'une voie d'accès d'une largeur insuffisante, est de nature à compromettre la sécurité publique.*

*24. Si la société requérante soutient, sans autre précision, que les panneaux solaires implantées ne revêtent pas un caractère réfléchissant, il ressort toutefois des pièces du dossier que ces derniers procèdent de la technologie cristalline permettant une optimisation de la puissance installée, sont orientés au sud, équipés d'un verre de protection et susceptibles de créer, avant que l'écran de végétation prévue par la société requérante soit opérationnel, selon l'avis du conseil départemental de l'Aude comme de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAE), un effet de surprise pour les usagers arrivant au carrefour de la RD 535 et de la RD 610 et un éblouissement pour l'ensemble des*



*usagers empruntant la RD 535, et ce, d'autant que l'installation, composée de modules inclinés sur des châssis pour former des tables alignées avec des hauteurs variant de 0,40 à 3,30 mètres restera, en tout état de cause, au regard de la hauteur de 2 mètres de la haie de végétation, visible, pour un tiers de sa surface, s'agissant des panneaux les plus élevés. En outre, le caractère étroit de la RD 535, également opposé sur le fondement de l'article R. 111-2 du code de l'urbanisme, n'est pas contesté, la SAS Soleia 55 se bornant à indiquer que le projet n'exige pas, en dehors de la phase de travaux, le recours à des véhicules imposants. Dans ces conditions, la société requérante ne remet pas sérieusement en cause ce motif, qui est également de nature à fonder le refus de permis de construire contesté. »*

*Tribunal administratif de Montpellier - 6ème Chambre 26 octobre 2023 / n° 2300167*

En l'espèce et contrairement à la jurisprudence citée, le projet photovoltaïque de Villaines-La-Juhel opte pour des modules utilisant la technologie du silicium monocristallin. Les caractéristiques des modules et des structures sont les suivantes :

- Les modules auront une surface unitaire de 2,646 m<sup>2</sup>.
- Les tables de panneaux seront fixées sur des pieux battus.
- La hauteur maximale au-dessus du niveau du sol sera d'environ 2,47 mètres, tandis que la hauteur minimale sera de 80 cm.
- Les structures, également appelées "tables", seront orientées vers le sud avec une inclinaison de 20 degrés.





➤ S'agissant des véhicules arrivant par l'ouest :

Les véhicules arrivant de l'ouest ne seront pas impactés par l'éblouissement car les panneaux solaires sont orientés vers le sud.

Cette orientation signifie que les rayons du soleil, qui sont généralement plus intenses le matin lorsqu'ils éclairent d'est en ouest, ne seront pas directement réfléchis dans les yeux des conducteurs.

En d'autres termes, la position des panneaux minimise le risque d'éblouissement pour les conducteurs qui se déplacent dans cette direction.

La barrière végétale haute et dense composée de haies le long du côté ouest joue un rôle important dans la prévention de l'éblouissement pour les conducteurs qui arrivent dans cette direction.

Ces haies agissent comme un rempart naturel, limitant la quantité de lumière directe qui pourrait perturber la vision des conducteurs et donc réduisant le risque d'éblouissement.

En conjonction avec l'orientation des panneaux solaires vers le sud, cette protection végétale garantit que les conducteurs en provenance de l'ouest ne seront pas gênés par l'éblouissement lorsqu'ils passent à proximité du site.

➤ S'agissant des véhicules arrivant par l'est :

Pour les véhicules provenant de l'est, la situation est également bien prise en compte. Une barrière végétale haute et dense longe toute la partie est du site, offrant une protection supplémentaire contre l'éblouissement.

De plus, cette zone est également séparée de la route par deux parcelles, dont l'une est même construite.

Cette disposition crée une sorte de tampon visuel entre les panneaux solaires et la route, assurant ainsi que les conducteurs arrivant de l'est ne seront pas affectés par l'éblouissement du projet.

Lorsque les véhicules atteignent le niveau du projet, ils ne seront déjà plus directement alignés avec les panneaux solaires.

Cette déviation de l'alignement réduit considérablement le risque d'éblouissement pour les conducteurs.

De plus, la visibilité des panneaux photovoltaïques est en partie bloquée par la présence du poste de distribution d'électricité (PDL).

Cela signifie que même si les conducteurs étaient dans une position où ils pourraient potentiellement être exposés à la lumière des panneaux, cette visibilité est réduite par la présence du PDL.

Ainsi, les véhicules circulant à hauteur du projet ne seront pas éblouis, offrant une sécurité accrue sur la route.





Figure 5 : exemple de PDL/PTR

En outre, la hauteur des structures solaires sera bien en deçà du niveau des yeux des conducteurs, avec une hauteur maximale de 2,47 mètres et une hauteur minimale de 80 cm par rapport au sol.

Cette disposition garantit que les panneaux solaires ne seront pas à la hauteur des yeux des conducteurs, réduisant ainsi le risque d'éblouissement.

De plus, les structures, ou "tables", seront orientées vers le sud avec une inclinaison de 20 degrés.

Cette inclinaison, qui est presque horizontale par rapport à la route, limite la réflexion directe de la lumière du soleil vers les yeux des conducteurs.

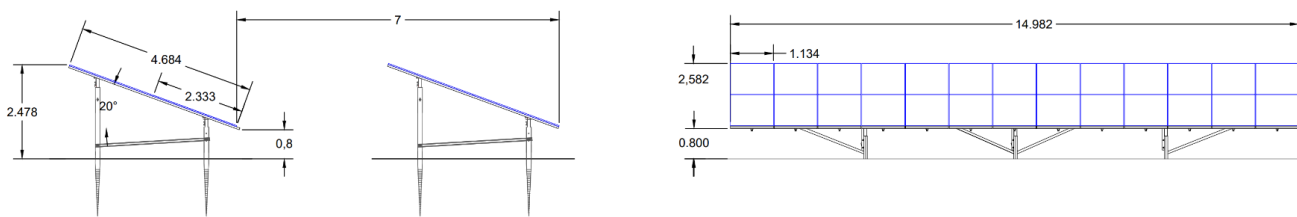


Figure 6 : coupe de principe d'une table 2V13

En d'autres termes, cette configuration minimise la possibilité que la lumière du soleil soit réfléchi directement dans les yeux des conducteurs, ce qui contribue à éviter l'éblouissement.

Ainsi, la conception des structures solaires prend également en compte la sécurité et le confort des conducteurs sur la route.

**Il résulte de l'ensemble de ces motifs que votre arrêté de refus est entaché d'illégalité.**

#### **IV - SUR LA PRISE EN COMPTE DE L'INTEGRATION PAYSAGERE DU PROJET**

---

L'arrêté indique que l'intégration paysagère du projet au regard de ses dimensions, de son site d'implantation, de sa proximité à des habitations riveraines et de la RD 219 n'aurait pas été prise en compte.

Il convient de rappeler que pour apprécier cette insertion il y a lieu de se référer à **l'intérêt des lieux avoisinants** puis de prendre en compte **l'impact du projet**.

Le Tribunal administratif a pu considérer sur ce point que :

*« 18. Toutefois, en huitième lieu, aux termes de l'article R. 111-27 du code de l'urbanisme : " Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales " .*

*19. Pour rechercher l'existence d'une atteinte à un paysage naturel au sens de cet article, il appartient à l'autorité administrative d'apprécier, **dans un premier temps, la qualité du site naturel sur lequel la construction est projetée et d'évaluer, dans un second temps, l'impact que cette construction, compte tenu de sa nature et de ses effets, pourrait avoir sur le site.***

*20. Pour refuser le permis de construire sur ce fondement, le préfet de l'Aude, à l'instar de l'architecte des bâtiments de France (ABF), dont l'avis n'était certes pas obligatoire, a estimé, d'une part, que le projet, **contigu au site classé des " paysages du canal du Midi "** serait également visible depuis plusieurs habitations disposant de vues rapprochées, avec incidence forte en période hivernale, comme depuis deux routes départementales, la route touristique RD 610, qui constitue une voie d'accès à la centrale photovoltaïque et la route RD 535, qui borde le projet sur 700 mètres et, d'autre part, que les haies prévues ne suffiront pas à atténuer l'impact paysager de cette installation industrielle qui induit la destruction de 3*

*210 m<sup>2</sup> de fourrés arbustifs et de haies existantes. Si la société requérante soutient que le paysage, qui ne fait pas partie d'un dispositif de protection, ne présente pas d'intérêt particulier, il ressort toutefois des pièces du dossier que ce site, sur la rive nord du Canal du Midi, englobe un plateau viticole représentatif de la vallée de l'Aude inscrit dans une large dépression, bordée, au nord, par la montagne Noire et, au sud, par l'Alaric avec des sites remarquables tels le château de Miramont ou les contreforts de la Montagne noire. Il doit donc être regardé comme ayant un réel intérêt patrimonial et paysager de sorte que l'installation de 40 000 panneaux photovoltaïque d'aspect réfléchissant, à des hauteurs variant de 0,40 à 3,30 mètres, eu égard notamment à son dimensionnement et sa localisation, va créer un contraste inadéquat dans l'environnement et, compte tenu du relief, induire des vues rapprochées et même avoir un impact en vue lointaine sur les paysages du Canal du Midi. Dans ces conditions, le préfet de l'Aude a pu, sans commettre d'erreur d'appréciation, retenir l'absence d'insertion paysagère du projet. En outre, il résulte de l'instruction que ce dernier aurait pris la même décision s'il n'avait retenu que ce motif, qui justifie à lui seul l'arrêté contesté.*

*21. En dernier lieu, aux termes de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme : " Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations ". »*

*(Tribunal administratif de Montpellier - 6ème Chambre octobre 2023 / n° 2300167)*

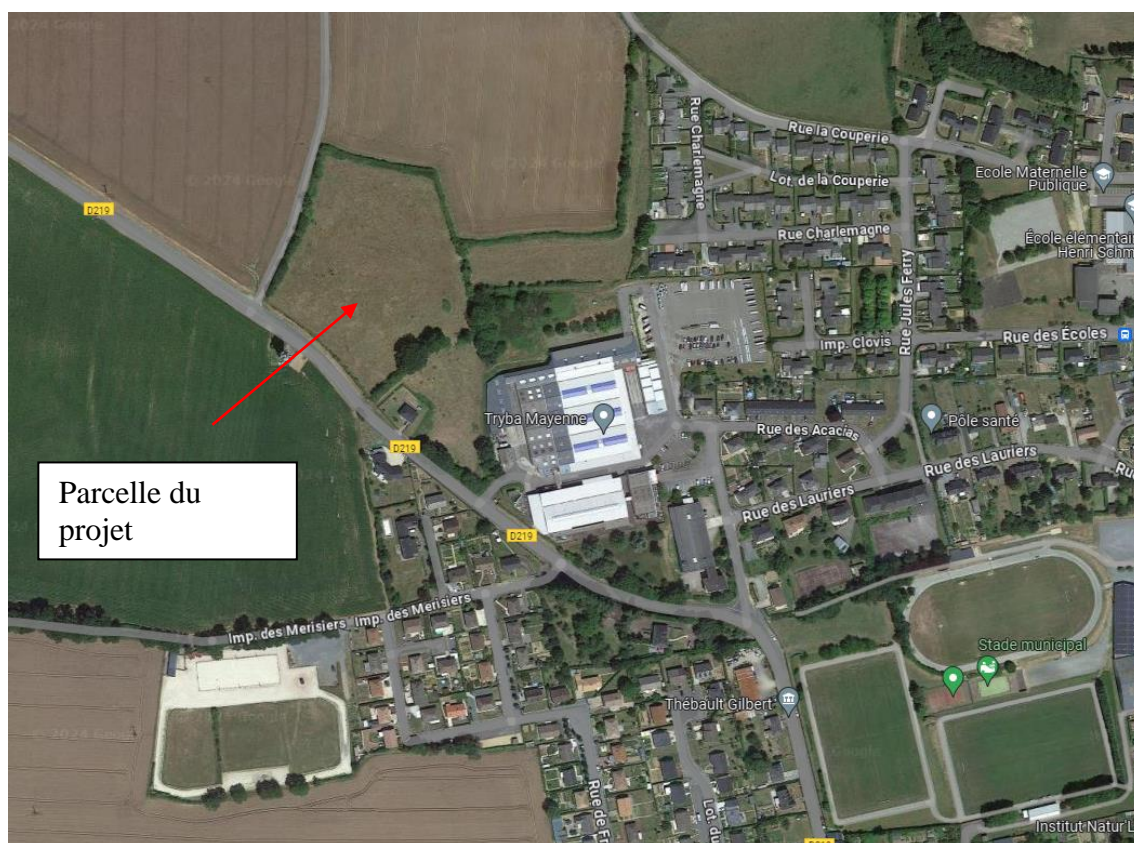
Dans cette décision, le Tribunal administratif a conclu qu'il y avait une atteinte paysagère en raison de la qualité des sites environnants du projet de panneaux solaires. Le paysage en question était un site classé, entouré de monuments patrimoniaux, et situé dans une vallée représentative de l'Aude. De plus, la route passant devant le projet était touristique.

En revanche, l'environnement du projet actuel est une zone industrielle, avec la présence de l'entreprise Tryba Mayenne sur la parcelle voisine et quelques habitations à proximité. Aucun site n'est protégé aux alentours et n'a de valeur patrimoniale particulière.

De plus, le projet se trouve en périphérie de la ville, et la route adjacente n'est pas considérée comme touristique.

Ensuite, cet environnement bâti n'est pas homogène et remarquable.

Le quartier se compose principalement de l'usine Tryba Mayenne, d'équipements publics tels qu'un stade, ainsi que d'une antenne relais installée dans, semble-il, un ancien château d'eau. Les caractéristiques des maisons environnantes varient considérablement en termes de volumes, d'architectures, de densité, de façades et de toitures, sans qu'une cohérence apparente ne se dégage et sans que cette diversité apparaisse comme étant à sanctuariser.



La photographie aérienne ci-dessus met en évidence la diversité architecturale présente dans la zone, comprenant une usine, une antenne relais, différents types de maisons, ainsi que des équipements collectifs comme un stade.

Il est important de noter que des différences en termes d'architecture, de volume et de densité entre un projet et les constructions avoisinantes ne signifient pas nécessairement que le projet s'intègre mal dans son environnement bâti.

Par ailleurs, aucun des documents de la SARL EPV34 ne permet de considérer que le projet s'insère mal dans cet environnement bâti.



Le projet a été conçu en veillant précisément à sa bonne intégration dans son environnement bâti :

#### 6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

Le site projet est à proximité (200m) de certaines habitations du village. une faible visibilité sur le projet est envisageable depuis certaines habitations ainsi que depuis la D219 qui passe en bordure du projet.

Des mesures d'intégration paysagère peuvent être mises en place par le porteur de projet (haies paysagère).

#### 6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

La mise en place de haies paysagères sur les bordures du terrain est une mesure de réduction de l'impact paysager qui peut être mise en place en concertation avec la mairie et les riverains. Des visites du terrain et la prise de photo permettront de se rendre compte de l'impact paysager réel depuis les habitations proches.

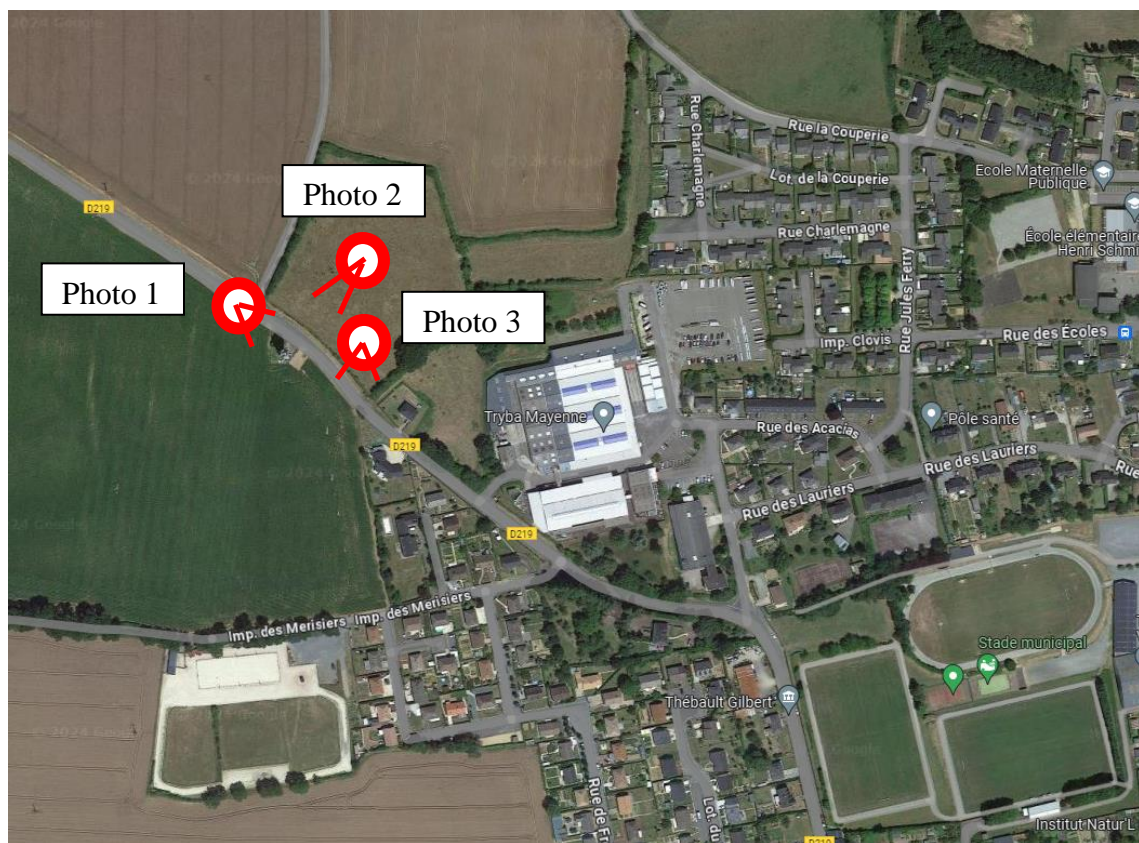
Il est rappelé qu'en l'état actuel le site projet est cerné de masques paysagers (haies, arbres...) qui se seront pas impactés par l'implantation de la centrale, ils seront donc conservés et éventuellement complétés sur les zones d'enjeux plus forts (le long de la RD 213).

La hauteur du projet est strictement limitée, avec une hauteur maximale de 2,47 mètres et une hauteur minimale de 80 cm par rapport au sol.

Cette hauteur a été choisie de manière à ce que le projet s'adapte efficacement aux masques paysagers présents, tels que les haies et les arbres qui entourent la parcelle. Ainsi, le projet sera en grande partie dissimulé aux constructions environnantes grâce à ces éléments. Il ne sera visible que depuis la route.

En outre, le projet n'aura pas d'impact sur le paysage environnant.

En effet, les habitations environnantes ne seront pas affectées par le projet :



Le projet est situé le long d'une route où les habitations les plus proches sont très éloignées, et elles sont en grande partie masquées par la haie présente sur la parcelle du projet.



*Photo 1*



Le projet se situe en face en face d'une antenne relai / ancien château d'eau.



Photo 2

La première habitation est située à une distance considérable du projet, et aucune fenêtre ne donne directement sur celui-ci. De plus, la maison adjacente au projet est dissimulée par les haies et les arbres qui entourent la parcelle du projet.



Photo 3

Par conséquent, les différences d'aspect entre le projet et le bâti environnant ne présentent pas de difficultés particulières d'intégration, et le projet n'aura aucun impact sur les constructions environnantes.

**Il résulte de ce qui précède que votre arrêté est entaché d'illégalité en ce que le projet prend suffisamment en compte l'enjeu d'intégration paysagère.**

\*\*\*

**CONCLUSION :**

- le projet n'aura aucun impact sur les haies et donc aucune incidence sur les habitats et les espèces protégées
- la protection des espèces à été prise en compte
- les clôtures permettent le passage de la petite faune
- le projet n'est pas dans une zone humide
- le projet n'est pas une source d'éblouissement
- le projet a pris en compte son intégration paysagère avec son environnement et n'aura aucun impact sur les constructions environnant

\* \*  
\*

Aussi par la présente, Monsieur le Préfet, j'ai l'honneur de solliciter de votre part le retrait de l'arrêté qui soumet à étude d'impact le projet de la société EPV34 et de prendre un arrêté conforme à la réalité du projet.

Conformément aux règles de mon Ordre je vous précise que vous pouvez me répondre directement ou par l'intermédiaire de celui de mes confrères que vous choisirez pour assurer la défense des intérêts du Préfet.

Je me permets de vous préciser que mon client m'a d'ores et déjà mandaté pour saisir la juridiction administrative de la légalité de cet arrêté dans l'hypothèse où vous ne feriez pas droit à la demande de retrait.





Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes sentiments dévoués.

**Orlane Sommaggio**  
**Avocate**

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long, sweeping stroke extending to the left.